



CENTRE
LGBTQIA+
MARSEILLE

ARRACHÉ.E.S

Photographies de Gaëlle Matata

À partir du 7 mars 2025

« Se souvenir », un verbe.

J'ai fait partie des 200 photographes qui ont été missionné.e.s par le Ministère de la Culture pour proposer une image de la France après le confinement.

Le confinement, vous vous en souvenez ?

Le temps différent, le quotidien chamboulé, applaudir les soignant.e.s, la cure de sébum, les apéros zoom ?

C'était il y a cinq ans maintenant. Le temps ne passe pas de la même manière pour tout le monde, c'est passionnant, la chercheuse Sandrine Alexandre a consacré un livre à ce sujet, *L'attente ou l'art de perdre patience*.

200 photographes donc, dont moi. J'ai postulé sans trop y croire, pour essayer, donner une voix à nos communautés, imposer un regard prolétaire et lesbien, le mémorialiser, le/me prendre au sérieux.

J'ai été voir un psy pour gérer la nouvelle. Oui, je sais, c'était une bonne nouvelle.

J'ai travaillé. Photographié en étant bien payée.

Le résultat, c'est que ma série n'est pas exactement réussie, c'est normal ça n'en est pas vraiment une. Ce n'est pas un dispositif artistique. J'ai pas réussi à offrir autre chose que ma vision d'un pan de la vie queer à

l'institution. Pas une série donc. Des archives.

Qu'est-ce-qu'une réussite après tout ?

C'est une expo ou une séance chez le psy ?

Arraché.e.s, c'est le nom de cette exposition car le portrait de Clémence Trü l'a été quatre fois. Il a été choisit parmi d'autres pour annoncer l'exposition sur le parvis. Il a eu l'oultre-cuissance, le toupé, ce portrait de drag queen, de s'afficher en grand, très grand, sur un bâtiment officiel : la Bibliothèque Nationale de France dans le 13^{ème} à Paris. L'exposition s'intitulait *La France sous leurs yeux*, sous leurs yeux, déchirer la Drag Queen.

Visible dans l'espace public, très validée, impression et projet payé par les impôts, l'Etat, légitime, institutionnel.

Arraché.e.s

Sûrement un des symbole de la culture *Woke* comme dit l'extrême droite et ses hauts-parleurs. Symbole de la différence, d'une liberté dans le genre, d'humour ? Vision de l'homosexualité et de la solidarité en plein air. Visible.

Déchiré.e.s donc.

Quatre fois, c'est lourd !

Les réactions en dehors de la communauté ont été plutôt de minimiser

cet acte répété : pas homophobe, l'histoire d'une personne isolée, un dérangé, un malade. Non, la société et le système hétérosexuel tout puissant ne se sent pas menacé par les LGBTI+, la preuve en est, le mariage pour tous.

Les caméras de surveillance sur le parvis n'ont pas aidé à appréhender le coupable. La police, malgré la plainte déposée par la BNF ne m'a jamais contacté.

Arraché.e.s.

Vous vous faites des idées, vous vous sentez persécutés. C'est la France ici, on aime les LGBTI+, on les soutient, on les défend. La menace ce sont les étrangers et les femmes voilées. Ne vous sentez pas menacés. Mais ne nous menacez pas non plus. lol.

Juste arraché.e.s.

Souvenir du danger activé.

Soutien et empathie généralisée chez les adelphe.s. On va pas arrêter de s'aimer, trop, mal, comme tout le monde avec une dose de trauma en plus, comme tout le monde mais à la marge, le vécu minoritaire en plus, comme vous mais pas comme vous, pas totalement.

J'ai été choquée, sceptique, triste et en colère. Parfois tout en même temps, parfois rien, dissociée.

Déchiré.e.s a démontré mon point. Parfois, c'est chiant d'avoir raison.

Depuis, la vie continue, le climat politique national et international suit le scénario d'un mauvais film de Science Fiction, complètement anxiogène.

Ce n'est pas parce qu'on connaît l'histoire et qu'on l'a analysée qu'on ne répète pas les mêmes erreurs, mais il y a plus de (mal)chance de le faire lorsqu'on en a pas conscience.

J'ai commencé un travail d'archivage de mon travail de documentation à Marseille auprès de l'association *Mémoires des sexualités*, dans l'idée de contribuer à une transmission de nos histoires. Sortir des photos de familles hétérosexuelles dont nous sommes souvent effacé.e.s. En créer de plus vastes ? Il faudrait un nouveau mot ?

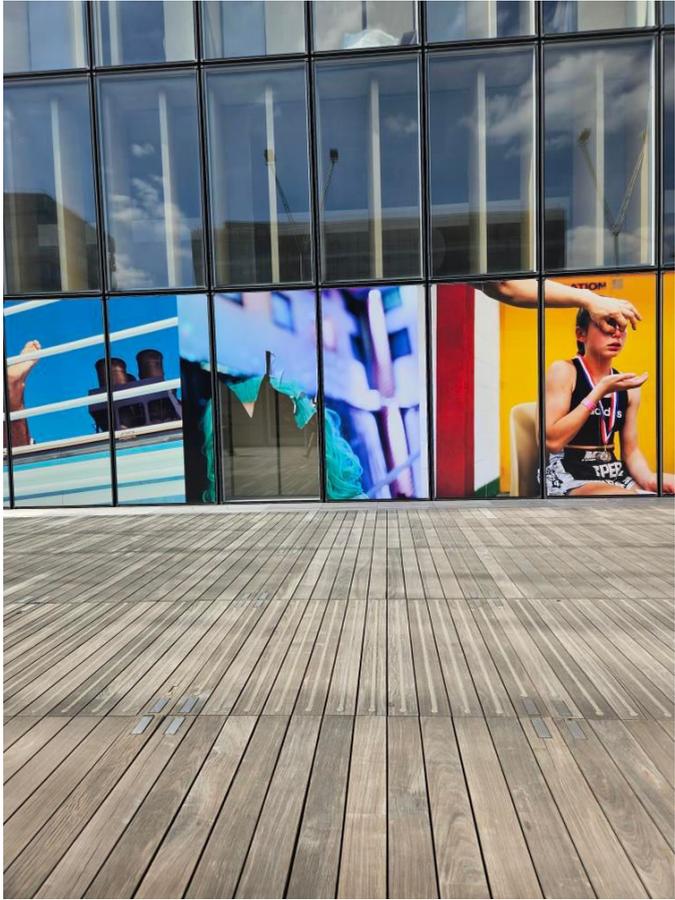
Archivé.e.s.

Le besoin de faire communauté, de se retrouver en non-mixités, de nous soigner, de prendre soin et de raconter nos histoires, sans avoir à justifier et à adapter nos discours, est plus que jamais vivant.

« Se souvenir », une action.

Arraché.e.s.,

Je vous aime beaucoup.
Gaëlle Matata - Mars 2025



Discriminé.e.s, le besoin de faire communauté

Grande Commande Photographique

Comment ce qui fait communauté au sein des minorités sexuelles et de genre se remet-il de la crise sanitaire ? Quelles sont les conséquences encore palpables dans les quotidiens ? Quelles conséquences a encore le COVID dans les activités et les psychés des militant.e.s féministes, pour les droits des LGBTI+ et pour les activistes fêtards, ou les trois ?

En présentant un travail qui oscille entre le militantisme et la fête, il s'agit de documenter une frange de la société constituée principalement de personnes qui se réclament des minorités sexuelles et de genre.

Ce travail s'ancre entre septembre 2022 et février 2023.

Alors que la pandémie semble derrière nous, que la fête et la violence continuent, teintées d'espoir, de fake news et de prises de conscience, comment se déroule la vie des LGBTI+ en France en cette fin d'année 2022 ?

Au sein de cette communauté, comme pour le reste de la population, les personnes les plus précaires ont été frappées de plein fouet par la crise du Covid-19 et par les confinements successifs.

Aussi, la littérature scientifique récente conclut que les minorisé.e.s sexuelles et de genre souffrent plus que leurs pair.e.s cisgenres hétérosexuel.le.s des impacts de cette pandémie. *Plus spécifiquement, les études qui se sont penchées sur la communauté LGBTI+ identifient ces personnes comme plus à risque de développer une infection à la COVID-19, plus vulnérables aux problématiques de santé mentale pouvant découler de l'épidémie et soulignent l'importance des lieux de socialisation LGBTI+ pour ces personnes**.

En 2020, l'association SOS *Homophobie* annonce une hausse des actes anti-LGBTI+ dans la famille et le voisinage. *À ce propos, la gestion de crise a fragilisé les relations intimes qui ne s'inscrivent pas dans un cadre juridique ou qui s'écartent*

* À l'écoute des minorités sexuelles & de genre. Les éditions LGBTI+ du net gay - Baromètre 2021-22: De l'acquisition au transfert des connaissances vers les communautés. Auteur.e.s: Alain Léobon (CNRS) – Eugénie Samson Daoust (CR-IUSMM)

*des normes sociales majoritaires. Des relations épisodiques au polyamour, de nombreuses pratiques échappent à la conjugalité institutionnalisée: la gestion de crise a encore marginalisé ces intimités minoritaires**.* En d'autres termes, une vision traditionnelle hétérosexuelle des proches et du travail s'est imposée dans le discours et la gestion de la crise sanitaire, excluant de fait la réalité d'une grande partie des LGBTI+***.

Les discriminations subies par les personnes LGBTI+ se sont donc accentuées, les actions culturelles, politiques ou solidaires ont été mises à l'arrêt, rien n'a spécifiquement été mis en place par les institutions pour aider cette population.

Une idée reçue, répandue en France, veut que, pour beaucoup, l'égalité soit atteinte entre hétérosexuel.le.s et LGBTI+, que l'homophobie fait partie de l'histoire ancienne. Les témoignages et entretiens que j'ai réalisés, les articles et rapports que j'ai lus sur le sujet, montrent plutôt qu'il reste beaucoup à faire pour espérer un jour l'atteindre. La visibilité est grandissante mais elle ne va pas forcément avec plus de droits, moins de discriminations.

Face à ce constat, il m'a semblé important d'allier le texte aux images et de donner la parole aux personnes concernées qui n'ont pas forcément

** Penser la famille aux temps du Covid-19
Mouvements
<https://bit.ly/matata-bnf-source-2>

*** À ce sujet, Anne Pauly a écrit un très beau texte dans la revue *La Déferlante* n°4.

l'habitude de l'avoir. J'ai donc réalisé, en parallèle des images, une vingtaine d'entretiens suivant une trame commune : Identité, communauté, pandémie.

Résumé de ces entretiens

L'envie et le recours à l'auto-gestion est une des grosse conclusion de mes recherches « jamais mieux servi.e.s que par nous-mêmes », qui s'accompagne d'une grande solidarité entre les communautés LGBTI+.

Ressort également, une globale déception dans la « gestion » de la crise par le gouvernement ainsi qu'un violent retour « à la normale ».

Nombreu.ses.x sont ceux qui soulignent les clivages et débats stériles qui sont apparus suite aux confinements, les mêmes qui ont donné lieu à des manifestations contre le pass-sanitaire et l'obligation vaccinale. Cette tendance à la mise en doute, aux fake news étaient déjà en marche, elle a été multiplié par le flou lié à cette pandémie.

J'ai noté une envie d'entre-soi communautaire resserré qui va avec l'importance grandissante de l'intersectionnalité : plus qu'une, des communautés. En effet, loin d'être un groupe homogène, la communauté LGBTI+ est composée d'une myriades d'identités, de groupes, de sous-groupe traversé.e.s par des

problématiques spécifiques. Ceci dit, en son sein, les personnes trans apparaissent comme particulièrement discriminées tout comme les personnes racisées handicapées et/ou grosses, ou les quatre. J'ajoute spécifiquement ces dernières car une grossophobie décomplexée a explosé au début du confinement et dans la communication autour du COVID en général ****.

Beaucoup de questions ont jalonné mes recherches, au-delà des choix orientés que j'ai fait des personnes et événements couverts.

- À quelles identités et parcours donner la parole?

- Les histoires individuelles sont-elles révélatrices d'une dynamique plus globale?

- Comment faire accepter l'importance de la documentation de leurs actions à des militant.e.s qui refusent de se mettre en avant et privilégient le collectif?

- Quelle place pour les groupes qui s'organisent en raison d'un manque de système, au sein du système et de l'institution?

Certaines n'ont toujours pas trouvé de réponse satisfaisante et ce rendu ne se veut pas exhaustif de tout ce qui traverse les milieux LGBTI+ et féministes français.

Plusieurs collectifs et personnes engagées dans des actions d'importance n'ont pas souhaité participer à

**** L'obésité, angle mort de la lutte anti-Covid
Reporterre
<https://bit.ly/matata-bnf-source>

ce projet, faute de temps ou par peur, manque d'intérêt pour l'institution. D'autres ont accepté partiellement, avec pour condition l'anonymisation des images.

NB:

Je documente les différentes formes de luttes liées aux vécus LGBTI+ et aux fêtes qui les ponctuent depuis bientôt 10 ans. Je tiens à souligner le caractère inédit de cette grande commande, qui m'a permis de travailler sur une longue période sans problème d'argent.

Gouine, blanche, valide, mon poids est dans la norme. D'origine sociale modeste, cis, la vision que je vous propose est située. Pour une fois, elle ne sera pas cis-hétéro-masculine ou d'origine bourgeoise.



PRIDE RADICALE: REPOLITISATION DE LA MARCHÉ

Un drapeau multicolore, symbole LGBTIQ+ vole au-dessus de la tête de la statue de la Nation à Paris. Cette deuxième Marche des Fiertés antiraciste & anticapitaliste a eu lieu le 19 juin 2022. Organisée par 17 collectifs dont DiviinesLGBTIQ+, Front de Libération Transfem ou encore le Bureau d'Accompagnement et d'Accueil des Migrants (BAAM), son objectif est de repolitiser la pride et de faire entendre des revendications jugées invisibilisées dans la communauté LGBTIQ+, notamment celles des personnes racisées, migrantes et trans.

« Globalement, il y a eu une récupération commerciale de la Pride, autorisée par l'*Inter-LGBT*. Le fait que des marques défilent est assez problématique, elles prennent plus de place que les personnes célébrées » estime une.e porte-parole de la Pride Radicale dans un article publié par *Le Parisien*.

En 2020, pour cause de confinement, aucune marche des fiertés n'avait eu lieu sur l'Hexagone.



« NOS FIERTÉS SONT POLITIQUES »

L'association *Fierté Marseille Organisation* a porté la 29^{ème} marche des fiertés marseillaise en juillet 2022, deux semaines d'événements culturels et festifs se sont ajoutés au défilé pour 30 000 personnes attendues. À 80km de là, quelques mois plus tard, la 1^{ère} Pride Rurale de Forcalquier réunissait environ 400 personnes dans une ambiance émue et festive.

Dans les villes comme à la campagne, la visibilité progresse tandis que le rapport sur les LGBTIphobies 2022 déplore que cette visibilité accrue, particulièrement des personnes trans, soit accompagnée d'une hausse des violences transphobes dans tous les contextes de la vie.

À noter qu'en 2022, malgré le fait que Marseille a augmenté de 50% son soutien financier aux associations œuvrant sur les questions LGBTI+, la

deuxième ville de France, n'a toujours pas de centre institutionnel dédié à ce sujet. Un centre d'archives indépendant, *Mémoire des sexualités*, créé par Christian de Leusse et géré par des bénévoles existe lui, par contre, depuis de nombreuses années. L'auto-organisation et l'auto-gestion de manifestations ou de lieux, caractérise souvent la vie des milieux militants minorisés.



MILITANTISME, BESOIN DE FÊTES ET PAILLETTES

Un lâcher-prise rare s'opère. La scène n'est plus le seul domaine de la personne derrière les platines.

Partage, danse, techno. La communauté et ses allié.e.s font la fête et se retrouvent dans les clubs qui lui ont tant manqué.

Cette image a été prise lors de la soirée organisée par le label Warrior Records à La Marbrerie à Montreuil (93). Créé pendant le confinement, il a été fondé autour de Rebeka Warrior, artiste solo, chanteuse au sein de multiples projets tels que Sexy Sushi ou Mansfield TYA. Il a pour but de produire essentiellement des artistes féminines et s'affirme comme une maison *Queer & Transfeminist* (en anglais dans le texte: *Queer & Transfeminist House*).

La période du confinement a mis tous les lieux de sociabilités, festifs ou non, à l'arrêt. Dans une interview donnée au magazine Trax, Rebecca Warrior affirme: « En ces temps compliqués de distanciation, l'idée de fonder une

famille d'artistes nous a paru plus importante que jamais ». Les soirées du label sont toutes *sold-out*, il semblerait que ce soit un succès.

Ce manque de lieux de sociabilités a été si prégnant, que de nombreuses personnes que j'ai interrogées ont salué les fêtes sur *Zoom* (logiciel de visio-conférence), organisées par l'activiste DJ Leslie Barbara Butch, pendant les confinements.

Sur la deuxième image, on peut voir une personne recouverte de paillettes dorées, un des symboles de la culture LGBTI+. On espère que les paillettes iront avec des changements nécessaires dans l'industrie de la musique, qui ne brille pas par son exemplarité en matière d'égalité femmes-hommes. Ainsi, à titre d'exemple, parmi les individus programmés au sein de 90 festivals de musiques actuelles en 2019, la part de femmes est de 14 %, pour 86 % d'hommes (étude 2023 « L'État des lieux sur la présence des femmes dans la filière musicale » du Centre National de la Musique).





« JE TE CROIS »

Écrit au feutre sur la vitre d'un arrêt de bus non loin du parcours de la marche contre les violences sexistes et sexuelles du 19 novembre 2022 à Paris. Cinq ans après l'émergence du mouvement #MeToo, près de 90 associations, syndicats ou partis de gauche appellent à un « raz-de-marée dans la rue pour crier notre colère » face aux violences sexistes et sexuelles, qui « trouvent racine dans le patriarcat ». « Je te crois » pour « il faut croire les victimes d'agressions sexistes et sexuelles lorsqu'elles les dénoncent », ce qui est encore trop rare.

En 2020, les appels entrants au 3919, le numéro d'aide aux femmes victimes de violences, ont augmenté de 70% tandis que seulement 0,6% des viols, ou tentatives de viol, ont donné lieu à une condamnation la même année.



FAST TDOR FLIRT ACCEPTESS-T

Portrait de Claude-Emmanuelle à La Flèche d'or, une salle de concert du 20^{ème} arrondissement de Paris, avant qu'elle ne mixe pour la soirée de soutien au FAST organisée par ACCEPTESS-T et le FLIRT à l'occasion du TDOR 2022.

Le TDOR, la journée du souvenir trans (Trans Day of Remember), a lieu chaque année le 20 novembre pour commémorer les mort.e.s de la communauté trans. Celles et ceux pour qui la transphobie aura été fatale.

Pendant le confinement, l'association Acceptess-T a créé le FAST: Fond d'Action Social Trans, qui a pour but de pallier des insuffisances de l'aide sociale de droit commun, notamment pour les personnes trans migrantes,

le temps d'une prise en charge adaptée par les services d'aide sociale.

Le FAST s'est illustré en venant en aide aux personnes trans précaires qui ont particulièrement souffert des confinements et couvre-feux. C'est encore Acceptess-T, pendant cette même période, en lien avec la Banque Alimentaires et avec le soutien discret de l'ARS, qui a organisé des livraisons de colis auprès de 1 000 de ses bénéficiaires (principalement des personnes trans, travailleuses du sexe, migrant.e.s, séropos). Le bar communautaire parisien La Mutinerie s'est alors transformé en espace de stockage tandis que son équipe aidait à la distribution de denrées.

À ce propos, il me semble important de citer les mots de Claire, salariée de ce lieu de sociabilité queer : « Je souhaiterais saluer toutes les initiatives communautaires qui ont été dans l'obligation de se substituer à des actions publiques quasi-inexistantes. »

Dans ce cas précis, l'auto-organisation d'individus membre de la communauté LGBTI+ a concrètement sauvé des vies.

Chaque communauté, minorisée ou non, utilise des mots, fait référence à une culture propre. La pédagogie dont doivent faire preuve les personnes trans constitue une charge mentale, qui vient s'ajouter à tout ce qu'elles doivent gérer pour survivre dans notre société cis-normative. Pour moi, comme pour beaucoup de personnes LGBTI+, aucune explication n'est nécessaire face aux acronymes FAST TDOR FLIRT ou encore ACCEPTESS-T. Sur le site de XY média, le premier média transféministe audiovisuel en France, fondé par des femmes trans, nous pouvons toustes, en lisant et en apprenant, leur faciliter la vie.



Faire un don au FAST



FRONT D'HABITAT LESBIEN.

Le FHL, Front d'Habitat Lesbien, est une association créée en 2021 par des militant.e.s engagé.e.s dans les luttes pour les droits des personnes exilées afin d'organiser et financer le projet d'une colocation non-mixte pour des lesbiennes précaires.

Les trois premières personnes hébergées, Eva, Zarah et Bintou (sur la photo) habitent un appartement dans Paris intramuros. Un bureau fermé est prévu au sein même du logement pour accueillir dans de bonnes conditions les rendez-vous avec la travailleuse sociale qui les suit.

La parole aux militant.e.s du FHL (extrait de leurs réponses à notre entretien):

« La période du confinement a agi comme facteur de décuplement des inégalités. Les minorités de genre et sexualité exilées sans domicile qui étaient temporairement hébergées chez des tiers (des connaissances, des personnes rencontrées dans la rue, des membres de la famille) ont

témoigné d'une augmentation des violences physiques et verbales dans le foyer et des risques d'expulsion. Parmi ceux et celles exerçant une activité salariée non déclarée, la grande majorité a perdu, d'un jour à l'autre, le travail et les revenus qui en découlent se retrouvant dans l'impossibilité de contribuer ou payer le loyer et de se nourrir correctement. C'est dans ce contexte d'urgence que notre collectif est né, on a sonné un signal d'alerte car on recevait de plus en plus de messages de détresse.

Alors même si le FHL ne règlera pas à lui-seul le vrai problème, qui est l'incapacité française à ouvrir ses frontières sans logique mercantile, eh bien on peut dire qu'on a simplement su collectivement se rencontrer et se faire confiance et ça c'est très précieux.

Le FHL est né ainsi avec l'objectif de créer des espaces qui tout en étant temporaires -2 ans- empêchent d'ultérieures ruptures dans les droits et trajectoires résidentielles des personnes en leur permettant de se projeter dans des cadres de vie, professionnels et résidentiels les plus proches de leurs envies et besoins. »



Faire un don au FHL

TRANSNOIR.

« Je me reconnais dans un militantisme intersectionnel car je suis noir, et trans, et gros et bi. Donc ça fait beaucoup. » Jacob à Paris.

Le jeune homme a acquis une relative notoriété via les réseaux sociaux sur lesquels il partage surtout son vécu de mec trans et noir. Le confinement lui a permis de réaliser à travers de nombreuses recherches et lectures qu'il était trans, il a donc entamé un parcours de transition qu'une partie de sa famille n'a pas très bien accepté.

Mineur à l'époque, il a fait face à de nombreuses difficultés, sa santé mentale se fragilise et le pousse à arrêter les cours. « Ça se passait tellement mal à la maison pendant le COVID que ma mère m'a dit: tu dégages de chez moi. » Désormais influenceur et mannequin, il vit chez son père et partage des contenus pédagogiques, et pas que, qui tournent autour de son quotidien.





VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES.

Action de la jeune équipe de foot trans-feministe DQFC (Drama Queer Football Club) lors de la manifestation marseillaise contre les violences sexistes et sexuelles. Inspirée par celle qui a eu lieu à Paris, elle a été réalisée sur une chorégraphie de Gisèle Vienne en référence, entre autres, au collectif de féministes chiliennes *Lastesis*. La musique de Dame Chevalier accompagne le morceau collectif *Riposte* sur un texte de Audre Lorde. Voici un lien pour apprendre la chorégraphie avec l'actrice Adèle Haenel: <https://bit.ly/matata-bnf-chore>

L'objectif de ce moment, en pleine rue et pendant la marche de nuit, fut d'afficher son soutien aux luttes trans-féministes et de créer des ponts entre deux villes, des réalités, des luttes et des imaginaires communs. En hommage, une écharpe de l'équipe de foot parisienne, inclusive et militante *Les Dégommeuses* est fièrement tendue par une joueuse marseillaise. Marseille - Paris, main dans la main.

En parallèle, le monde du foot masculin, connu pour les insultes homophobes et la violence qui gangrènent les stades, est régulièrement dénoncé par les associations de lutte contre l'homophobie. Matis, membre de l'équipe, de renchérir: « un constat unanime a été posé, le milieu du foot est monopolisé par des hommes cis sexistes, validistes, homophobes,

racistes et transphobes.

À Marseille, avant, aucune place n'existait pour un foot queer et transféministe. Cette envie est devenue une nécessité, intime et politique. Exister dans l'espace public, un foot par les queers et pour les queers ! »

SOSOSOLIDARITÉ

« Quand on est en drag, on attire forcément l'attention. Mon personnage drag est devenu en quelque sorte un médium, comme un porte-voix, pour me faire entendre et faire résonner des discours. »



Clémence Trü est une des drag queen qui a animé la tombola de soutien au Planning Familial, organisée par le média communautaire-associatif Friction Magazine à La Folie, un bar/boîte du nord de Paris.

Cet événement aura permis à l'association de reverser 5 115€ au Planning Familial, victime de campagnes de dénigrement venues de l'extrême droite.

Cet argent permettra au Planning de continuer de proposer ses services à toutes celles et ceux qui en ont besoin, sans discrimination. Parce que les subventions se font toujours plus rares et les attaques de l'extrême droite plus fréquentes.

En l'occurrence, en 2022, une affiche du Planning familial montrant un homme enceint a lancé une polémique transphobe, reprise par de nombreux journaux et activistes liées à la mouvance TERF (Trans-exclusionary radical feminist, soit un féministe radicale excluant les personnes trans des luttes féministes).

Les drag queens ont vu leur popularité exploser en France en 2022 avec l'arrivée du programme *Rupaul Drag Race* à la télévision.

En janvier 2023, des lectures de contes pour enfants par des drag queens à Toulouse ont fait l'objet d'une demande d'interdiction de la part d'un parti d'extrême droite.



Bonus :

Seules dix photographies ont été imprimées et sont conservées encadrées dans le fond photographique de la Bibliothèque Nationale de France.

Les images qui suivent n'ont pas été imprimées mais elles s'incluent pleinement dans le projet.



Gwen Fauchois, activiste santé et droit des minorités. «Je vois les flics en train de contrôler des gamins racisés en bas de chez eux, alors qu'ils sont dehors en train de prendre l'air, ce qui ne constitue pas du tout un danger en terme de pandémie. C'est là où ils vont être le mieux plutôt que dans des espaces réduits avec la famille, qui va montrer ses pires aspects. Je vois bien que les flics passent leur temps à les contrôler, eux, plusieurs fois par jours. A leurs coller des amendes, par contre, quand je me balade à Montmartre

c'est pas pareil. Là encore, la lutte contre une épidémie est utilisée pour contrôler les populations et on se moque des populations les plus vulnérables.

Ce sont les personnes qui subissent le plus de contraintes économiques et sociales, qui vont payer le plus gros tribu. Contre ça, rien n'est fait. On applaudit alors qu'on est en train de détruire le système de santé.»



Anonmye, 34 ans, gouine, "j'y tiens" elle ajoute, "on est en voie de disparition" souhaite rester anonyme et ne pas mentionner le nom de l'association pour laquelle elle milite depuis une dizaine d'année.

«La pandémie et les recommandations sanitaires, ça a un peu tout cassé niveau militant, ça complique tout, change tout le temps. La fermeture des frontières aussi, a mis nos activités à l'arrêt. Les vaccins hors occident n'étaient pas les mêmes, pas valides en Europe et impossibles de se les procurer ailleurs. On a organisé une édition virtuelle qui n'a pas fonctionné, malgré 4 mois d'organisation. L'année d'après, on a travaillé à l'organisation d'un tout petit événement avec quelques personnes hors Europe qui sont venues. Pour relancer la machine, il fallait le faire pour ne pas que le projet se casse la figure. La traversée du COVID a été très compliquée.»



Clemens, membre de l'association *Mémoires des sexualités*. « Le jardin ça a été un lieu ressource pendant le confinement. À un moment donné, c'était le seul endroit à Marseille qui n'était pas fermé à cause du confinement et c'est à ce moment là qu'on a organisé des événements et que c'était l'âge d'or du jardin, le COVID. »

Daria Marx, militante féministe avec une spécialité « grossophobie ». Cofondatrice du collectif Gras Politique de lutte contre la grossophobie et pour l'empouvoirement des personnes grasses, surtout les femmes et les personnes qui ne sont pas des mecs cis gros. « Il y a plein de gens, pas vraiment des ami.e.s, mais que je croisais que je vois plus. Je vais plus dans des endroits fermés depuis le début de la pandémie. J'ai pas été dans un appartement fermé ou un restaurant fermé depuis la fin du confinement. Quand je suis dans le train ou que je fais mes courses je mets un FFP2.

Quand j'invite les gens chez moi je leurs demande de se tester. J'ai pas oublié. Je ne suis pas sereine.

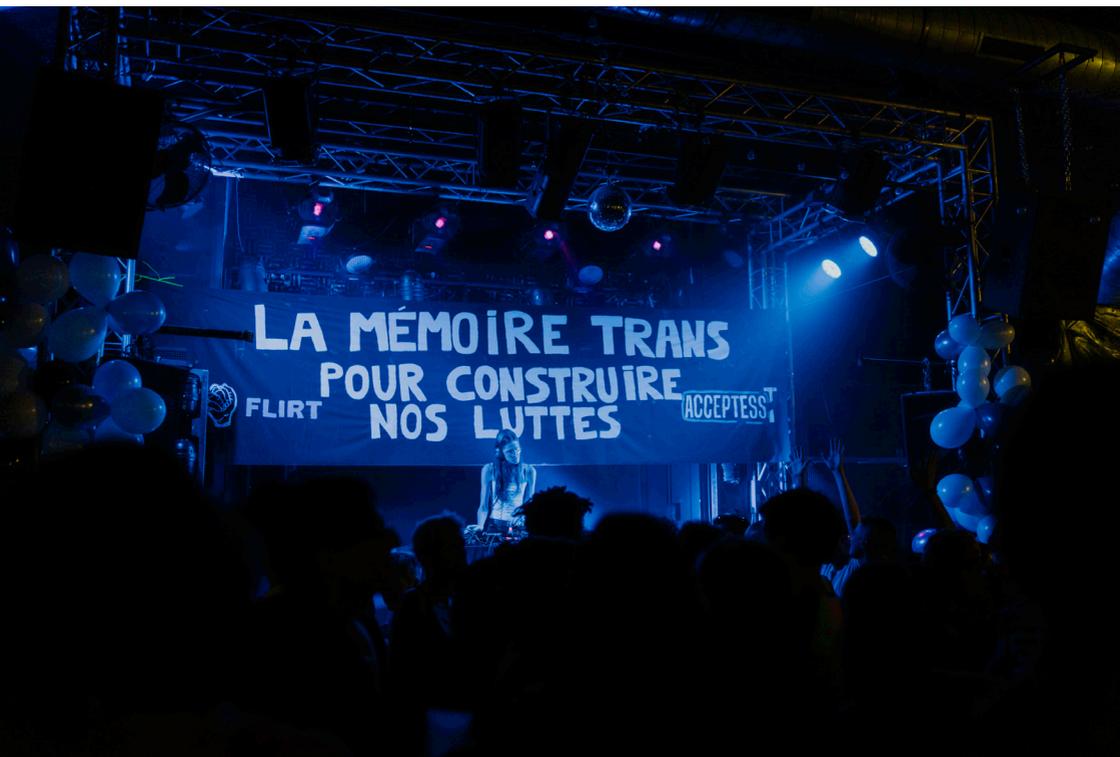


Extrait de la tribune : Acceptess-T - « Le gouvernement a délaissé les personnes trans pendant la crise sanitaire »

« Nous faisons actuellement un constat amer : si les conséquences sociales de la crise sanitaire semblent s'atténuer au niveau national, parmi les personnes et les communautés qui étaient déjà les plus précaires avant le début de la crise, la situation ne cesse d'empirer. Ainsi, les personnes trans, travailleuses du sexe, sans papiers, concernées par le VIH, ont été, pour beaucoup, forcées de quitter leur logement, ont subi une perte de revenus et doivent faire face à des dettes, vivent avec les conséquences de ruptures de soins et les conséquences de ruptures de parcours administratifs.

La question de la place des acteurs communautaires en démocratie en santé est au centre de nos revendications depuis des années, et le contexte de crise a révélé l'absence criante de prise en compte des réalités sociales qui conditionnent l'accès aux soins et à la santé dans la mise en œuvre des politiques publiques. Contrairement à plusieurs acteurs locaux, qui se sont engagés auprès de nous de façon inédite, le gouvernement a été un interlocuteur absent tout au long de l'année 2020. »

Banderole « La mémoire trans pour construire nos luttes », après le repas, place à la soirée de soutien FLIRT & Acceptess-T à La Flèche d'or (Paris 20^{ème}). DJ set de Linda DeMorris





« **Diane**, plasticienne, cinéaste, DJ et organisatrice d'événements de la nuit queer parisienne. Je me définis comme une militante Transfem' de la fête libre la nuit et le jour je milite pour nos droits, nous les Trans. »

Sur cette image, prise lors d'une soirée organisée par le label Warrior Records, Diane tenait le stand de réduction des risques (RDR) du *Checkpoint*, une association de santé communautaire.



La Mutinerie est un bar parisien et un lieu queerféministe par et pour les meufs, gouines, bies, queers et/ou personnes trans. Elle accueille une programmation variée: concerts, conférences, DJ sets, permanences associatives, performances, ateliers d'écriture, dragshows, projections, cours d'autodéfense, karaoké, scènes ouvertes...

Ju « L'émergence du Covid a été un moment terrifiant pour nous comme pour tout le monde, entre les craintes individuelles, les manquements extrêmement graves du gouvernement, l'explosion du complotisme, l'instabilité économique et une plus grande précarisation des populations déjà vulnérables. À notre petite échelle, nous avons pu rester utiles en aidant l'association Acceptess-T à organiser des distributions alimentaires à destination de ses bénéficiaires, c'est à dire majoritairement des femmes trans travailleuses du sexe, pour beaucoup migrantes et dans une très grande précarité. Les mesures de confinement les laissaient sans travail et sans aucun revenu. Nous avons utilisé le bar (fermé par les mesures administratives) pour le transformer en centre de distribution alimentaire, ce qui nous a permis d'aider des centaines de personnes et de continuer de trouver du sens dans cette période sombre.»



Pride rurale de Forcalquier, pancartes « bi.e.s gouines des champs » et « je peux pas faire genre: j'en ai pas ! »



Anonymat La première édition du *Megagouinefest* a eu lieu en 2022 à Villeurbanne, non loin de Lyon. Je n'ai pas obtenu l'autorisation de partager des images de l'événement sur lesquelles on peut reconnaître les participant.e.s. Les milieux militants et communautaires sont attachés à l'anonymat et craignent que le partage de leur image nuise à leur sécurité.



Vues de la manifestation contre les violences sexistes et sexuelles à Paris en 2022.

« Pas gouines pour tes fantômes » « Gouines des champs » pancartes lors de la pride rurale de Forcalquier



Livret de l'exposition *Arraché.e.s*

par **Gaëlle Matata**

Du 7 mars au 2 avril 2025

Centre LGBT Marseille

21 Rue du Chevalier Roze

13002 Marseille

Grande commande photojournalisme


**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

(BnF) Bibliothèque
nationale de France

